



**HAL**  
open science

## Ce qu'être représenté×e veut dire. La relation de représentation du point de vue des citoyen×nes

Lorenzo Barrault-Stella, Julien Talpin

### ► To cite this version:

Lorenzo Barrault-Stella, Julien Talpin. Ce qu'être représenté×e veut dire. La relation de représentation du point de vue des citoyen×nes. *Participations - Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté*, 2021, *Participations*, 2 (30), pp.7-39. 10.3917/parti.030.0007 . hal-03482596

**HAL Id: hal-03482596**

**<https://hal.univ-lille.fr/hal-03482596v1>**

Submitted on 16 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **Ce qu’être représenté·e veut dire. La relation de représentation du point de vue des citoyen·nes<sup>1</sup>**

Lorenzo Barrault-Stella, Julien Talpin

Résumé : Cet article introductif prend le parti de l’interdisciplinarité pour questionner à nouveaux frais la relation de représentation politique du point de vue des représenté·es. En prenant appui sur le renouveau constructiviste de l’analyse de la représentation en théorie politique, les auteurs proposent un regard de sociologie politique sur la réception des prétentions à la représentation par les groupes sociaux censés être représentés. Ancrant l’analyse dans le prolongement des controverses autour de la défiance politique des citoyen·nes et de celles relatives aux impensés des études sur le travail politique, ils suggèrent combien saisir le rapport des représenté·es à leurs représentant·es nécessite de s’intéresser prioritairement à leurs pratiques, soulignant les apports d’approches empiriques intensives à même de ne se pas se limiter à enregistrer des discours et des représentations. La mise en relation dans le dossier d’études de cas relatives à des groupes et contextes socio-spatiaux contrastés en France met en exergue des régularités dans les conditions d’identification à des représentant·es politiques et souligne comment diverses inégalités sociales, genrées et ethno-raciales se réfractent dans l’ordre politique. Au final, le sentiment de représentation semble davantage structuré par ce que font les représentant·es que par ce qu’elles et ils sont, ce résultat témoignant de l’intériorisation relative des cadres légitimes pour penser la représentation dans la société française.

\*\*\*

« Ils ne nous représentent pas ! » C’est derrière ces mots que se sont rassemblés nombre de mouvements sociaux ces dernières années, du 15M espagnol à Occupy Wall Street, incarnant certaines aspirations démocratiques des activistes des « mouvements des places » (Della Porta, 2014 ; Roos, Oikonomakis, 2014 ; Ancelovici, Dufour, Nez, 2016). Si les mouvements sociaux ont souvent constitué à travers l’histoire des agent·es critiques des formes de dépossession induites par le gouvernement représentatif (par exemple Polletta, 2002), les revendications proprement démocratiques (autour des formes et modalités du fonctionnement du système politique) occupent une place sans doute croissante au sein de leur agenda (Della Porta, 2020). Le mouvement des Gilets jaunes en constitue peut-être la déclinaison la plus récente en France, *via* une radicalisation de ce rejet de la représentation, le refus de tout porte-parole et la

---

<sup>1</sup> Nous remercions Loïc Blondiaux, Samuel Hayat, Marie-Hélène Sa Vilas Boas et Yves Sintomer pour leurs relectures d’une version intermédiaire de ce texte.

revendication d'instauration du Référendum d'initiative citoyenne (RIC) qui se sont progressivement imposés comme les étendards du mouvement (Lefebvre, 2019 ; Abélès, Boncompagni, Wahnich, 2020), témoignant ce faisant que l'aspiration à un autre fonctionnement démocratique n'est pas l'apanage des groupes sociaux les plus éduqués (Bedock, Bonin, Liochon, Schnatterer, 2020). Si des travaux commencent à s'accumuler quant au rapport à la représentation des citoyen·nes mobilisé·es dans de tels mouvements sociaux, l'ambition de ce dossier est d'explorer empiriquement la relation de représentation de façon plus « ordinaire », dans des secteurs moins mobilisés politiquement de la population.

Pour ce faire, ce dossier propose de croiser plusieurs bibliothèques qui tendent à s'ignorer, pour proposer une approche résolument centrée sur les pratiques des gouverné·es et les conditions d'identification à des représentant·es. Premièrement, le questionnement général est nourri par le renouveau qu'a connu l'étude de la représentation en théorie politique : celle-ci est marquée depuis une vingtaine d'années par un renouveau constructiviste (Castiglione, Pollak, 2018 ; Disch, Van de Sande, Urbinati, 2019), qui invite à s'interroger sur les processus de représentation de façon relativement indépendante de celle de la démocratie (du type « le gouvernement représentatif est-il démocratique ? »), le constituant en objet propre de recherche. Dans ce contexte de renouveau des recherches en théorie politique, comment ce cadre conceptuel peut-il contribuer à l'actualisation des recherches sociologiques sur la relation de représentation entre mandant·es et mandataires ? Deuxièmement, l'analyse sociologique de la consistance de la relation de représentation du point de vue des gouverné·es s'inscrit de fait dans les débats autour de la défiance croissante vis-à-vis du politique. Si les enquêtes quantitatives indiquant une forte défiance des citoyen·nes à l'égard des élites politiques sont légion<sup>2</sup>, on en sait beaucoup moins sur la façon dont les relations – directes ou médiées – que les représenté·es entretiennent avec leurs représentant·es façonnent leur sentiment d'être, ou non, représenté·es politiquement. L'enjeu est donc de saisir par quels processus sociaux et politiques des individus et des groupes s'identifient à des prétendant·es politiques et, le cas échéant, leur apportent leur soutien. Troisièmement, les études sur le travail politique et les relations représentant·es/représenté·es dans ce cadre fournissent des clefs analytiques, même si ces travaux tendent à se focaliser sur les professionnel·les de la politique, leurs entourages et les militant·es. Bien que soucieux de restituer les dimensions symboliques de ces relations, comme l'économie morale des échanges, les travaux ici réunis invitent à entrer centralement par les pratiques pour questionner la représentation du point de vue des citoyen·nes. En ce sens, les approches principalement qualitatives et ethnographiques des travaux présentés dans ce dossier, parce qu'elles permettent de saisir les pratiques des représenté·es sans se limiter à des discours, des opinions ou des représentations, mettent en exergue les conditions d'identification à des représentant·es. Ces travaux permettent d'éprouver empiriquement des questionnements classiques de la théorie politique, que les outils standard de la science politique (comme les protocoles par seuls sondages) peinent parfois à saisir.

Ce dossier, centré sur la France mais explorant une diversité de groupes et de contextes socio-spatiaux, éclaire donc d'un nouveau jour les questionnements internationaux autour de la

---

<sup>2</sup> Par exemple Pharr et Putnam (2000), Hay (2007), Bengtsson et Mattila (2009), ou encore en France *Le baromètre de la confiance politique* du CEVIPOF.

représentation politique à travers un regard de sociologie politique, par l'observation du sentiment de représentation en actes et de ses éventuels effets sur les pratiques politiques, électorales ou non<sup>3</sup>. Caractérisées par un souci de contextualisation et d'ancrage empirique approfondi, les contributions réunies portent la focale sur une variété de situations historiques et politiques au sein desquelles des citoyen·nes « ordinaires » se sentent inégalement représenté·es, dans la perspective de cerner, par une mise en relation des régularités et des divergences entre ces cas, les conditions dans lesquelles des groupes s'estiment ou non pris en charge politiquement, consentent éventuellement à la délégation politique (ou à son renouvellement) ou dénie la capacité à certain·es agent·es de les représenter.

### **Saisir la relation de représentation du point de vue des représenté·es : les apports du nouveau constructiviste en théorie politique**

La représentation a longtemps été pensée comme une simple « promesse » (Mansbridge, 1999), où le ou la représentant·e s'engage à tenir compte du mandat fourni par les citoyen·nes (Pitkin, 1967). Le contrôle de l'électorat sur ses représentant·es relève essentiellement de la reddition de comptes et des sanctions qu'il peut exercer à l'occasion des scrutins ultérieurs (Manin, Przeworski, Stokes, 1999 ; Fearon, 1999). Cette conceptualisation a cependant rapidement été complexifiée au regard des résultats de nombreux travaux de sociologie électorale démontrant que le comportement des citoyen·nes prenait fréquemment la forme d'un « vote rétrospectif » (Fiorina, 1981). Dans ces approches, les citoyen·nes n'en apparaissent pas moins relativement statiques, fréquemment décrit·es « comme des spectateurs qui expriment leur approbation ou leur désapprobation à la fin du spectacle » (Arnold, 1993, p. 140, cité par Mansbridge, 1999). Ces travaux ont ainsi été critiqués pour la vision trop passive qu'ils offraient des publics dans la relation de représentation, celle-ci apparaissant non seulement peu souhaitable normativement, mais aussi peu réaliste empiriquement. Si la relation de représentation doit être appréhendée comme un rapport de pouvoir, celui-ci n'est pas unilatéral, les électeurs et électrices disposant de marges de manœuvre et d'interprétation. Surtout, ces perspectives théoriques ont été critiquées pour concevoir de façon trop indépendante la figure des représentant·es et des représenté·es, qui existeraient comme des monades isolées. À l'inverse, le nouveau constructiviste de la théorie de la représentation dans les années 2000 (Castiglione, Pollak, 2018 ; Disch, Van de Sande, Urbinati, 2019) invite à saisir les effets performatifs de la relation de représentation, le mandataire faisant le ou la mandant·e et contribuant à définir les contours des groupes sociaux qu'il ou elle prétend représenter.

L'analyse de la représentation politique, classiquement ancrée en théorie politique, a connu diverses évolutions ces dernières décennies, en particulier à travers l'essor d'approches constructivistes comme celle de Michael Saward (2006), qui permettent notamment une opérationnalisation sociologique et empirique des questionnements. Ce sont singulièrement les prétentions à la représentation, les activités politiques de revendication de représentation de

---

<sup>3</sup> Un des enjeux est donc de ne pas se focaliser sur les seules pratiques électorales puisqu'elles ne constituent qu'une des facettes de la relation de représentation (Saward, 2006 ; Thompson, 2008), mais sans pour autant les occulter.

groupes singuliers qui ont été mises au cœur des débats, de manière congruente avec les nombreux travaux menés parallèlement sur le travail de représentation d'organisations collectives (partis, syndicats, associations, etc.), permettant d'appréhender la relation de représentation au-delà du seul acte électoral (voir par exemple récemment Petitjean, 2019 ; Chevallier, 2020). En France, les travaux d'Yves Sintomer (par exemple Hayat, Sintomer, 2013) ont impulsé depuis une quinzaine d'années un renouvellement des questionnements en la matière, *via* un rapprochement de la théorie politique et d'approches historiques et sociologiques. Dans ce sillage, le dossier de la *Revue française de science politique* coordonné en 2016 par Virginie Dutoya et Samuel Hayat ouvre par exemple une analyse féconde des prétentions à la représentation<sup>4</sup>. Il s'est principalement consacré à l'étude – à la fois théorique et empirique – de la production d'une offre représentative du côté des porte-parole, des élu·es et des délégué·es. On peut aussi voir dans ces prétentions à la représentation par les gouvernant·es un cas particulier de revendication de légitimité comme justification nécessaire aux dominant·es dans l'exercice de leur domination (Weber, 1995 [1921]). Toutefois, on en sait beaucoup moins, symétriquement, des points de vue des gouverné·es censé·es être représenté·es. Un des intérêts de l'approche constructiviste de Michael Saward est d'envisager les revendications de représentation comme des propositions contingentes susceptibles d'être appropriées, retraduites, critiquées ou refusées en acte par les représenté·es. Tel est l'un des intérêts majeurs de la distinction qu'il propose entre « sujets » (*claim-maker*), les représentant·es, et « objets », les représenté·es, mais aussi le public (« *audience* ») (Saward, 2006, p. 302), ce dernier étant toujours susceptible dans sa conceptualisation d'accepter, de refuser ou même de marchander la relation de représentation. Ainsi les représenté·es peuvent ou non devenir un public, quand les *representative claims* sont validées par les représenté·es (ou du moins une partie d'entre elles et eux). Tout l'enjeu est alors de saisir à quelles conditions l'objet (de la *representative claim*) peut devenir un public. On manque cependant à ce jour de travaux s'intéressant spécifiquement, à travers des protocoles d'enquête robustes, à la réception des prétentions à la représentation politique. Si les mandataires n'assument pas passivement la relation de représentation, si celle-ci ne peut être réduite à un « chèque en blanc », reste à saisir empiriquement les contours de cette relation et la façon dont les gouverné·es peuvent expérimenter la représentation. En complément des travaux sur les *representative claims* qui laissent pour une part dans l'ombre les représenté·es, l'enjeu de ce dossier est donc de participer à l'analyse du sentiment de (non-)représentation politique du point de vue des gouverné·es, autre manière de contribuer à une sociologie de la (dé)politisation.

En France, cette idée n'est pas si nouvelle : les travaux de Pierre Bourdieu ont contribué à appréhender la représentation comme un acte de ventriloquie, le « mystère du ministère » consistant en la capacité des porte-parole à faire les groupes (Bourdieu, 2001). Virginie Dutoya et Samuel Hayat (2016) ont néanmoins souligné que cette appréhension de la représentation comme imposition n'était qu'une des facettes possibles de ce tournant constructiviste. Si l'on suit certaines formulations de P. Bourdieu, le ou la représentant·e, comme un démiurge, aurait le pouvoir de s'imposer de façon quasi unilatérale au groupe, qui ne dispose pas toujours de voix ou de moyens pour contester cette délégation, celle-ci apparaissant dès lors comme une

---

<sup>4</sup> Voir également Boutaleb et Roussel (2009), Hayat (2014), Diehl, Sintomer et Hayat (2014), Hayat, Péneau, et Sintomer (2018).

forme de « chèque en blanc »<sup>5</sup>. Mais V. Dutoya et S. Hayat suggèrent que la représentation peut également être conceptualisée comme une relation plus dynamique et moins asymétrique entre mandant·e et mandataire, voire comme une proposition sujette à réceptions. Michael Saward (2006) systématise cette perspective en appréhendant la représentation au sens dramaturgique du terme comme une proposition, où la prétention à la représentation peut être jugée, évaluée, contestée voire rejetée par les citoyen·nes. L'un des intérêts, pour le sociologue, de la proposition défendue par M. Saward est qu'elle ouvre la voie pour saisir la relation de représentation non comme usurpation unilatérale – le ou la représentant·e étant susceptible de substituer ses intérêts à ceux du groupe en le parlant – mais comme un échange (potentiellement inégal) : le ou la représenté·e ne constitue pas le réceptacle passif de ces revendications de représentation et peut influencer le ou la porte-parole, de tierses parties et autres intermédiaires peuvent aussi intervenir dans la relation de représentation. La prétention à parler au nom d'un sujet ne va en effet jamais de soi ; elle doit être au moins pour partie validée par le public de ces actes de langage, par exemple par les représenté·es à qui elle s'adresse. Si les citoyen·nes ne sont donc pas seulement « dominé·es » dans la relation de représentation, la façon dont ils et elles l'appréhendent et la redéfinissent mérite aussi d'être étudiée.

Or, à ce jour, cette dimension constitue le maillon faible de l'étude de la relation de représentation. Car si le dossier de la *Revue française de science politique* de 2016 souligne que cette approche s'inscrit dans la lignée de certains travaux des sciences sociales françaises, et notamment ceux de Bruno Latour et de Luc Boltanski, il renvoie également à des recherches en sociologie politique qui ont cherché à saisir le travail de représentation. On pense en particulier aux travaux de Sylvain Maresca sur les syndicats agricoles (Maresca, 1983) ou à la sociologie des rôles politiques (par exemple Briquet, 1994 ; Lefebvre, 2011 ; Mazeaud, 2015). Si la sociologie politique francophone s'est fortement intéressée à la contribution des professionnel·les de la politique à la définition des groupes sociaux, elle n'a pas encore saisi dans toute sa complexité la réception des prétentions à la représentation du côté des citoyen·nes. De manière analogue, aux États-Unis, Richard Fenno (1978) a été un des premiers à s'intéresser au travail de représentation en observant l'investissement des élu·es dans leurs circonscriptions. Outre que son entreprise est demeurée relativement isolée, ne parvenant pas réellement à faire école au sein de la science politique américaine<sup>6</sup>, on ne peut qu'être frappé par le peu d'attention qu'il a apporté à restituer le point de vue des citoyen·nes dans ses observations. S'il conceptualise la représentation comme un processus, les citoyen·nes y apparaissent tacitement comme les réceptacles passifs qui viennent évaluer les performances des représentant·es. Dans un des rares passages où il tente de décrire cette relation « par le bas », il écrit : « Les représenté·es, nous pouvons en faire l'hypothèse, disposent de quelques notions élémentaires, ou peuvent les acquérir, concernant ce qui constitue une bonne représentation, ou du moins une représentation satisfaisante » (Fenno, 2000, p. 9, nous traduisons ; plus récemment : Boswell et al., 2019). Il renvoie ces notions, sans les décrire empiriquement, à un mélange de « *responsiveness and independence, promise and performance* », qui contribuerait à façonner

---

<sup>5</sup> Si Saward (2006) cite Bourdieu, notamment pour évoquer son analyse de la dimension performative de la représentation, il ne le discute pas réellement.

<sup>6</sup> Comme il le reconnaît lui-même en introduction d'un ouvrage en forme de testament en 2013, du fait de la domination des approches quantitatives notamment (Fenno, 2013).

la réputation du ou de la représentant·e. Une fois de plus cependant, cette relation est saisie centralement du point de vue des mandataires, les gouverné·es n'étant dépeint·es que de façon assez fruste, sans réelle profondeur sociologique. Ainsi, les travaux s'intéressant au personnel politique, à l'exception de quelques-uns abordant les relations clientélares (sur lesquels nous reviendrons), n'ont que rarement saisi les deux pans de la relation.

## **La défiance des citoyen·nes à l'égard de leurs représentant·es**

On peut pour cela se tourner vers les foisonnantes études sur l'opinion publique. S'ils n'ont pas nécessairement été pensés comme une contribution à l'analyse de la représentation, nombre de travaux se sont intéressés à la défiance croissante des citoyen·nes à l'égard de la politique à travers des approches quantitatives, voire économétriques. On ne compte plus les enquêtes d'opinion et les sondages visant à témoigner d'un désintérêt croissant pour la chose publique et d'une critique acerbe des élu·es et des organisations politiques, indiquant l'émergence – si tant est qu'elle soit nouvelle... – de citoyen·nes critiques (Norris, 1999). Fortement centrées autour du paradigme de la confiance (Hardin, 2006), ces études envisagent la relation de représentation comme relevant d'une confiance mutuelle entre mandant·es et mandataires, et en ce sens ne prennent pas pleinement en compte le renouveau constructiviste proposé par la théorie politique. D'autres travaux, à dominante quantitative là aussi, insistent sur l'offre politique (singulièrement les liens entre élites et leur incorporation de l'idéologie néolibérale) pour expliquer la défiance citoyenne à l'égard du politique (Hay, 2007 ; Ganusa, Font, 2018). Le courant de recherche britannique autour de l'« *anti-politics* » a en effet opposé une hypothèse de l'offre – le discours des élu·es concernant leur impuissance à l'égard des transformations induites par la mondialisation contribuant à démonétiser la politique et le jeu électoral aux yeux des citoyen·nes – quand les adeptes d'une approche par la demande avancent, à la suite des travaux de Robert Putnam (2000), que la défiance est d'abord à rechercher dans les transformations structurales des sociétés contemporaines, comme la montée de l'individualisme ou le déclin des corps intermédiaires (notamment associatifs).

En France, une enquête a récemment été menée par une équipe de l'Université de Bordeaux visant précisément à saisir – par questionnaires et expérimentations – le rapport qu'entretiennent les citoyen·nes à leurs député·es (Brouard et al., 2013 ; Rozenberg, 2013). Sans surprise, il se dégage que seuls 6 % des citoyen·nes français·es déclarent se sentir bien représenté·es, les deux tiers exprimant à l'inverse des critiques à cet égard. L'origine de cette défiance tiendrait notamment au sentiment que les député·es défendent davantage les intérêts de leur parti que l'intérêt général<sup>7</sup>. On retrouve à cet égard certaines des conclusions de l'ouvrage *Stealth Democracy* (Hibbing, Theiss Morse, 2002) qui soulignait, dans le contexte états-unien, qu'une majorité de citoyen·nes ne rejettent pas tant le principe représentatif ou la

---

<sup>7</sup> Pour des résultats relativement congruents dans d'autres contextes, voir Mendez-Lago et Martinez (2002), Carman (2007).

division du travail politique que le manque d'indépendance des élu·es<sup>8</sup>. Il existe ainsi une littérature croissante, qui s'appuie principalement sur des enquêtes quantitatives mais aussi sur des *focus groups*, concernant les « attentes démocratiques » des citoyen·nes : leur préférence va-elle à un gouvernement d'expert·es (*Stealth Democracy*) ou à un régime plus délibératif voire une démocratie participative (Neblo et al., 2010 ; Webb, 2013 ; Brown, 2015 ; García-Espín, Ganuza, 2017 ; Ganuza, García-Espín, De Marco, 2017 ; Gourgues et al. 2021) ? Les enquêtes conduites en Espagne (Ganuza, Font, 2018) et en France (Gourgues et al., 2021) indiquent ce faisant une critique largement partagée du fonctionnement du gouvernement représentatif, notamment liée au manque de représentativité du personnel politique, mais également – tout particulièrement en France – au caractère indépassable de la représentation. Ces enquêtes confirment (quand bien même c'était peu le cas dans *Stealth Democracy*) combien le rapport ordinaire à la représentation est façonné par des dynamiques de classe, seules les personnes les plus dotées témoignant d'une confiance implicite dans leurs représentant·es quand les autres, et notamment les catégories populaires, affichent une défiance radicale mâtinée de résignation. Ce dossier vient compléter et approfondir ces questionnements en interrogeant moins le rapport à la démocratie qu'à la représentation et aux représentant·es, et en donnant à voir combien ces relations sont façonnées par différentes propriétés, sociales<sup>9</sup>, mais aussi genrées et raciales. À ce titre, ce dossier s'intéresse davantage aux sentiments de représentation – plus rétrospectifs et présentistes que prospectifs – et surtout aux relations, expériences et pratiques qui se déploient dans la relation de représentation. Ainsi, il s'agit moins d'interroger le rapport à la représentation qu'aux représentant·es ou, dit autrement, d'interroger le rapport à la représentation *via* l'expérience pratique qu'ils et elles en font, bien que celle-ci puisse être médiée (par la télévision<sup>10</sup>, les réseaux sociaux, des courriers ou des dispositifs participatifs, etc.), et notamment les relations qu'ils et elles peuvent entretenir avec des gouvernant·es. Pareil décalage du regard est nécessairement méthodologique : accentuer l'attention portée aux pratiques par un recours privilégié non pas à des méthodes quantitatives ou des *focus groups* artificiels mais à des méthodes qualitatives contextualisées, notamment à l'ethnographie. Ce dossier contribue en ce sens aux travaux sur le rapport des citoyen·nes à la démocratie, en investissant un de ses angles morts, à savoir le rapport à la représentation (voir néanmoins Carman, 2006 ; Bengtsson, Wass, 2011) plutôt qu'à la démocratie délibérative ou au gouvernement des expert·es.

Les enquêtes quantitatives précitées, si elles permettent de dégager des tendances sur le temps long et d'établir des comparaisons (entre pays, entre groupes électoraux, etc.), souffrent en effet bien souvent du caractère fruste de leurs instruments (Bourdieu, 1973 ; Gaxie, 1990 ; Braconnier, Dormagen, 2019), qui saisissent de façon statique des jugements toujours empreints d'ambiguïtés et volatiles dans le temps et selon les contextes (Gaxie, Heurtaux, Taiclet, 2016). Reposant sur des méthodes qualitatives plus sensibles aux effets de situation, de

---

<sup>8</sup> Ces conclusions ont été fortement nuancées par des enquêtes par *focus groups* soulignant, dans des contextes européens, que le rapport à la représentation variait fortement selon l'origine sociale des citoyen·nes (García-Espín, Ganuza, 2017 ; Gourgues et al., 2021).

<sup>9</sup> Voir par exemple l'article de Kevin Geay dans le présent dossier sur le sentiment bourgeois de représentation, qui est loin d'aller autant de soi qu'on aurait pu en faire l'hypothèse, témoignant des vertus de l'observation ethnographique des relations de représentation.

<sup>10</sup> Voir par exemple Barrault-Stella et al. (2019).



nombreux travaux ont été menés ces dernières années, confirmant l'ampleur de la défiance et du désintérêt (entre autres Gaxie, 2007 ; Buton et al., 2016). L'analyse des relations dites « ordinaires » au politique s'est fortement développée dans la sociologie politique française depuis vingt ans, oscillant entre des recherches sur le rapport au politique en général (Duchesne, Haegel, 2004 ; Braconnier, Mayer, 2015), au vote (SPEL, 2016), à l'observation de formes d'engagement dans des espaces plus ou moins labellisés comme politiques (Lagroye, 2003 ; Hamidi, 2010 ; Carrel, 2013). Mais les relations, pratiques et symboliques, qu'entretiennent les représenté·es avec leurs représentant·es ont rarement été au centre des enquêtes en France, notamment d'un point de vue qualitatif<sup>11</sup>. On sait que la confiance à l'égard des édiles est plus forte au niveau local qu'à l'échelle nationale, la proximité (géographique) constituant un élément important à cet égard (Le Bart, Lefebvre, 2005). On en sait moins en revanche, tout particulièrement dans le contexte français, sur la façon dont les propriétés (sociales, de genre, ethno-raciales, etc.) des représentant·es influent (ou non) sur leur perception par les représenté·es et sur la manière dont cela façonne, éventuellement, leur sentiment d'être (« bien ») représenté·e en politique. Si, on l'a dit, des débats sur ce qu'est un ou une « bonne » représentante animent la théorie politique<sup>12</sup>, les travaux sociologiques empiriquement équipés sont en France beaucoup plus rares (voir toutefois Achin, 2001). Par le recours à des entretiens panélisés, des observations et du suivi longitudinal d'électeurs ou électrices dans le temps, les travaux rassemblés dans ce dossier ouvrent la voie pour saisir de façon processuelle les modalités selon lesquelles la variabilité des performances représentatives (les propos tenus à la télévision, lors d'un meeting de campagne, la disparition de telle ou telle figure ou parti de la scène politique) façonne (ou non) les jugements sur les représentant·es et le politique plus largement. Car ces recherches étudient avec finesse ce que Lisa Disch (2016) qualifie de « paradoxe de l'électorat » : le fait que « les électors et leurs intérêts ne sont ni totalement indépendants du processus de représentation, ni de pures créations dudit processus ». En ce sens, et sans qu'elles aient nécessairement été pensées comme telles, ces recherches qualitatives permettent d'appréhender « par le bas » la dimension processuelle du sentiment de (non-)représentation. Prendre à bras-le-corps ces interrogations sur la représentation permet alors, pour le dire comme Paul Veyne (1976), d'allonger le questionnaire dans l'étude des rapports au politique.

Pour opérationnaliser empiriquement ces questionnements, la relation de représentation ne saurait être uniquement saisie par le biais de discours – qu'ils soient appréhendés par questionnaires, *focus groups* ou entretiens – que tiennent les citoyen·nes sur les élu·es ou le rite électoral. Outre la nature potentiellement artificielle de jugements produits dans des situations d'enquête provoquée, la relation de représentation s'éprouve d'abord par des pratiques qui peuvent confirmer, contredire ou préciser ce que les citoyen·nes disent, ou non, de leurs représentant·es. C'est ce que permettent notamment les enquêtes recourant à des observations et de l'ethnographie, comme en témoignent plusieurs articles de ce dossier.

---

<sup>11</sup> À titre d'exemple le *Oxford Handbook of Political Representation in Liberal Democracies*, un manuel de référence, n'a pas d'entrée dédiée aux représenté·es et leur perception et rapports aux représentant·es.

<sup>12</sup> En particulier autour de l'alternative entre « politique des idées » et « politique de la présence », représentation substantive et descriptive (Pitkin, 1967 ; Philipps, 1995 ; Dovi, 2002, 2012).

## Ce que l'étude du travail politique apprend (ou non) de la relation de représentation

La science politique française, tout particulièrement du fait de son prisme qualitatif et son goût pour l'ethnographie croissant depuis une trentaine d'années, offre un regard acéré sur les relations que les gouvernant·es entretiennent avec les gouverné·es (par exemple à travers les travaux sur le clientélisme : Briquet, 1994 ; pour le cas américain, voir Hero, Tolbert, 1995). Ces travaux nourrissent l'analyse de la relation de représentation principalement du point de vue des représentant·es et de leurs interactions avec leurs bases sociales ou électorales. Ainsi, l'étude des « épreuves de proximité » (Mariot, 2005) ou des « épreuves de légitimité » (Talpin, 2016a) auxquelles doivent se soumettre les représentant·es donne à voir la dimension pratique de cette relation. Les recherches s'étant intéressées à la valorisation de la figure de la proximité en politique (Le Bart, Lefebvre, 2005) – ou ce que Fenno (2013) qualifie de « *contact politics* » – offrent ainsi des outils d'analyse précieux pour saisir la relation de représentation. Rémi Lefebvre (2005a) distingue quatre formes idéales-typiques de la relation de proximité, où des interactions directes entre gouvernant·es et gouverné·es peuvent être observées : la proximité protocolaire ; la proximité informelle ; la proximité clientélaire ; la proximité participative. Les visites d'élu·es (par exemple Mariot, 2001) constituent à ce titre des moments privilégiés où professionnel·les de la politique et citoyen·nes entrent en contact. Ces moments sont néanmoins relativement fugaces. Ces travaux demeurent en outre centrés sur la figure des élu·es, laissant généralement dans l'ombre ses éventuelles réceptions et appropriations par les citoyen·nes. Les campagnes électorales – qui ont fait l'objet de nombreux travaux ces dernières années au sein de la science politique française (notamment Desrumeaux, Lefebvre, 2016) – constituent également des moments rares d'échanges entre gouvernant·es et gouverné·es (pour les États-Unis, voir également Nilsen, 2012). Certains dispositifs de campagne sont plus propices que d'autres à cet égard, les interactions qui se déroulent en porte-à-porte s'avèrent particulièrement riches (Lefebvre, 2005b ; Talpin, Belkacem, 2014 ; Talpin, 2016b), donnant à voir la défiance, mais aussi les attentes d'une partie des citoyen·nes à l'égard des candidat·es. Dans ces cas, on semble osciller selon les protagonistes en présence entre proximité informelle, protocolaire et clientélaire. Une fois encore cependant, ce sont surtout les représentant·es que l'on suit dans le temps, davantage que les citoyen·nes. Les espaces de démocratie participative et plus largement les réunions publiques offrent à voir de façon plus poussée de telles interactions. Nombre de travaux ont porté sur les registres discursifs d'interaction entre citoyen·nes ou « habitant·es » et élu·es dans de tels contextes (Blondiaux, Lévêque, 1999 ; Talpin, 2006 ; Carrel, 2013). Ils permettent d'observer des formes allant de l'interpellation à la négociation, et plus rarement à la délibération collective. Ces travaux, quand bien même ils ont le plus souvent suivi une approche « par le bas » et une entrée par les participant·es (délaissant peut-être trop souvent le rôle des élu·es dans les jeux qui s'y jouaient, voir néanmoins *Participations*, numéro 26-27), ont cependant rarement été pensés comme cherchant à saisir la relation de représentation en tant que telle, la démocratie participative prétendant précisément la dépasser ou la subvertir.

D'autres situations de proximité, moins publiques, peuvent également offrir des scènes d'appréhension de la relation de représentation : les permanences d'élu·es inscrivent en effet la

relation dans sa dimension d'échanges dans une perspective clientélaire (Anquetin, Freyermuth, 2008 ; Mattina, 2016). Les courriers envoyés par les administré-es aux élu-es révèlent également ce qu'il peut être attendu ou à l'inverse ce qui est reproché aux édiles (Barrault-Stella, 2016). Les travaux sur les relations clientélares apparaissent d'autant plus heuristiques pour appréhender les relations de représentation que nombre d'entre eux ont souligné que le rapport de clientèle ne saurait être appréhendé comme un rapport de pouvoir unilatéral, la « clientèle » disposant de ressources pour résister à la domination, ces relations demeurant toujours fragiles et sujettes à négociation (Combes, Vommaro, 2015). Ici encore cependant, les relations clientélares sont principalement appréhendées du point de vue de leurs agent-es (élu-es ou intermédiaires), moins d'attention ayant été consacrée à leurs réceptions. Talpin (2018) souligne pourtant comment elles contribuent parfois à façonner un rapport instrumental au politique chez les citoyen·nes, notamment chez certains membres des classes populaires, qui voient d'abord les représentant-es comme pourvoyant des emplois, des logements ou des subventions. On retrouve certains de ces éléments dans les articles de Samir Hadj Belgacem et Camille Hamidi dans ce dossier.

## **Saisir la représentation politique par les pratiques des citoyen·nes**

Les pratiques les plus évidentes pour saisir la relation de représentation sont indéniablement le vote ou l'abstention qui, selon la mythologie démocratique, viendraient sanctionner la performance du ou de la candidat·e. Dans les conceptualisations classiques de la représentation, le vote serait un signe d'adhésion ou de satisfaction. À ce titre, la montée de l'abstention peut être lue comme le signe le plus patent de la défiance ou de l'insatisfaction des citoyen·nes à l'égard des offres politiques et du gouvernement représentatif<sup>13</sup>. De la même façon, le soutien apporté à des partis dits « contestataires » ou défendant un autre fonctionnement politique peut être perçu comme une aspiration à une autre pratique représentative, voire à son dépassement. Le vote ne saurait pour autant être appréhendé comme le simple enregistrement de préférences politiques. Nombre de travaux ont souligné à la fois à quel point les votes pouvaient être « désinvestis » (Gaxie, 1993), empêchant de déduire une signification à lui accorder (SPEL, 2016). En ce sens, on ne peut interpréter mécaniquement, loin s'en faut, la participation électorale comme un acte de consentement au gouvernement représentatif (Barrault-Stella, Lehingue, 2020). De la même façon qu'applaudir au passage d'un président ou lors d'un rassemblement ne suppose pas nécessairement adhésion (Mariot, 2005) et n'empêche pas de « péter en silence » (Scott, 1990), voire d'exprimer des formes « infra-politique » de résistance à la délégation, on ne peut déduire de la seule participation électorale l'adhésion ou le rejet de la représentation. Il convient dès lors d'étudier la texture du rapport à la représentation du point de vue des citoyen·nes, au moment mais aussi en dehors des conjonctures électorales, qui ne constituent que des moments parmi d'autres d'actualisation de ces relations comme le donnent à voir plusieurs des articles réunis ici. En ce sens, ce dossier indique à la suite d'autres travaux qu'une « ethnographie de la "citoyenneté" » (si l'on souhaite reprendre cette catégorie de la

---

<sup>13</sup> Dalton (2004), Braconnier et Dormagen (2007). La faible participation électorale de certains groupes sociaux se traduisant, en retour, par une faible prise en compte de leurs intérêts par les représentant-es. Voir Bartels (2009).

théorie politique et du droit) est possible, et ne requiert pas nécessairement d'adopter une perspective mentaliste, quand bien même elle nécessite un long investissement sur le terrain (Mariot, 2010 ; Neveu, 2013). Encore faut-il se donner les moyens de saisir empiriquement les croyances, aspirations et préférences des enquêté·es en lien avec leurs pratiques.

Il a maintes fois été démontré que le rapport au vote n'était pas nécessairement politisé ou appréhendé selon des schèmes proprement politiques. La thèse classique de l'identification partisane portée par l'école de Michigan (Campbell et al., 1960), fondée sur des mécanismes d'ordre psychologique, a tendance à privilégier les formes d'identification proprement politiques qui, on le sait désormais, sont finalement assez peu répandues, notamment dans les milieux populaires qui ont tendance à se tenir à distance des activités politiques instituées<sup>14</sup> mais aussi dans certaines franges des classes supérieures (Agrikoliansky, 2014 ; Geay, 2019). Il convient donc de s'interroger sur les conditions sociales du sentiment de représentation, sans postuler *a priori* que les éléments d'ordre politique primeraient dans cette relation. Outre l'expression de jugements personnels sur les candidat·es (Bourdieu, 1977), il existe désormais une littérature importante dans le monde anglo-américain, soulignant le poids des variables descriptives – le genre et l'ethnicité en particulier – dans la production des votes. Des travaux récents, recourant entre autres à des méthodes expérimentales, tentent de mesurer l'influence respective de l'identification ethno-raciale ou de genre en comparaison de l'adhésion idéologique ou partisane. Ils convergent pour indiquer que dans ces contextes ce type d'identification compte, quand bien même elle ne suffit jamais à expliquer un vote (Bobo, Gilliam, 1990 ; Barreto, 2005 ; Manzano, Sanchez, 2010). D'autres enquêtes ethnographiques récentes mettent aussi en évidence l'intrication de formes d'identification ethno-raciale et de classe dans la production des votes en France (Barrault-Stella et al., 2020). À ce titre, une approche proprement intersectionnelle de la participation et du rapport ordinaire au politique reste à formuler, tant classe, genre et race semblent s'articuler<sup>15</sup> pour façonner le sentiment de (non-)représentation (voir en ce sens Severs, Celis, Erzeel, 2016).

Prendre au sérieux l'hypothèse de l'identification aux représentant·es invite notamment à s'interroger sur la façon dont des formes de communication analogique (Watzlawick, Helmick Beavin, Jackson, 1972) – soit le langage silencieux des gestes, la posture du corps, la manière de parler, l'*hexis* corporelle, l'*habitus* et la communication implicite – peuvent nourrir le jugement politique des gouverné·es, sans forcément les qualifier de « raccourcis » (cognitifs) tant ils peuvent être constitutifs de « sentiments » et de « jugements » proprement politiques (Joignant, 2004). L'étude de ce « langage silencieux » ou de ce texte caché (Scott, 1990) apparaît d'autant plus nécessaire dans le contexte français, où les formes d'identification ethno-raciales, mais aussi de genre, apparaissent peu légitimes, et dès lors difficilement énonçables publiquement ou à l'occasion d'un entretien (Talpin et al., 2021). Les articles de Samir Hadj Belgacem, Christelle Lagier et Camille Hamidi dans le présent dossier montrent bien toute la finesse méthodologique requise pour saisir des sentiments souvent fugaces et énoncés à demi-mot, même s'il ne faut pas en conclure que l'identification à l'élue ou la représentation descriptive seraient premières (voir aussi à ce sujet l'article de Stéphanie Guyon). L'article de

---

<sup>14</sup> Voir les travaux classiques de Gaxie (1978) et les orientations proposées par Barrault-Stella et Pudal (2019).

<sup>15</sup> Voir néanmoins dans le cas du vote Barrault-Stella, Berjaud et Dahani (2018).

Kevin Geay sur le sentiment bourgeois de représentation fournit également de multiples illustrations de ce type de jugement sur le personnel politique basé sur des manières d'être et de se comporter en « bonne » société.

## **Les conditions sociales d'identification aux représentant·es : classe, genre, race... et bien d'autres choses encore<sup>16</sup>**

Un des enjeux de ce dossier consiste en effet à se demander si l'homologie façonne ou renforce le sentiment de représentation (Gaxie, 2015). Le fait de partager certains traits avec son ou sa représentant·e renforce-t-il la « confiance » et le sentiment d'être représenté·e ? Au regard de la diversité des formes de domination (sociale, genrée, ethno-raciale, générationnelle, etc.) et des processus hétérogènes de catégorisation qu'elles impliquent, quelles caractéristiques apparaissent les plus saillantes de ce point de vue et pour quels groupes ? Le fait d'appartenir à la même classe sociale ou fraction de classe ? Au même groupe religieux ou ethno-racial<sup>17</sup> ? Habiter le même quartier ? Les femmes se sentent-elles mieux représentées par des femmes ? Les ouvriers par des ouvriers ? Les Noirs par des Noirs, pour poursuivre les pistes de recherche esquissées par Jane Mansbridge (2003) dans un article séminal ? Enfin, quand bien même ce dossier – centré sur divers contextes français – n'y répond que partiellement, on peut se demander dans quelle mesure ces processus sont influencés par le cadre national dans lequel ils se déploient. Dans quelle mesure « les répertoires culturels » (Lamont, Thévenot, 2000) façonnent-ils la relation de représentation, certaines formes d'identification apparaissant plus légitimes – y compris pour les gouverné·es – que d'autres ?

Des travaux commencent à émerger en France sur ces questions. Vincent Tiberj et Laure Michon (2013) ont ainsi démontré qu'il existait un « vote ethnique » en France, les minorités ethno-raciales, lorsqu'elles votent, soutenant la gauche de façon statistiquement disproportionnée (voir également Dargent, 2011 ; Audemard, Gouard, 2015), car elles considèrent que celle-ci défendrait mieux leurs intérêts. Reprenant des analyses issues de recherches sur le rapport des Africains-Américains au politique (Dawson, 1994), V. Tiberj et L. Michon attribuent cette corrélation à un sentiment de « destin partagé ». Ce sentiment comprend deux éléments (voir également McClain et al., 2009) : à la fois le sentiment d'appartenir à un groupe vivant les mêmes expériences – notamment celles de la discrimination et de la stigmatisation, et plus largement le fait de ne pas être perçu comme français alors qu'on l'est, ce qu'ils qualifient de « déni de francité » (Simon, Tiberj, 2015) ; et le fait que les représentant·es issu·es de la gauche sont perçu·es comme étant les mieux à même de défendre les intérêts de ces groupes. Les éléments empiriques attestant de ces deux processus demeurent néanmoins fragiles et une analyse plus qualitative permettrait d'interpréter la corrélation

---

<sup>16</sup> La formule s'inspire ici librement de Bennani-Chraïbi et Fillieule (2003).

<sup>17</sup> Sur ces questions, voir Miller et al. (1981), Gay, Hochschild et White (2016). En dépit des controverses, de fait parties prenantes de l'objet, autour de la prétendue opposition entre « race » et « classe », Pierre Bourdieu invite dès 1980 à se saisir de la question en sociologue : « Les luttes à propos de l'identité ethnique [...] sont un cas particulier des luttes des classements, luttes pour le monopole du pouvoir de faire voir et de faire croire, de faire connaître et de faire reconnaître, d'imposer la définition légitime des divisions du monde social et, par là, *de faire et de défaire les groupes* » (Bourdieu, 1980, p. 65, souligné dans le texte).

identifiée. Un des enjeux de ce dossier est précisément de fournir des éléments d'analyse permettant de mieux saisir les attentes (de représentation ? de professionnalisme ? d'incarnation ? autres ?) des citoyen·nes français·es, y compris celles et ceux qui sont objectivement sous-représenté·es dans le jeu politique. On pense ici tout particulièrement aux femmes, aux minorités ethno-raciales et aux milieux populaires. Mais pour contribuer à ces questionnements, il convient de s'interroger relationnellement sur les attentes d'autres segments de la population, à l'instar de la grande bourgeoisie ou encore de commerçant·es, comme le font les articles de Kevin Geay et de Stéphane Cadiou.

De nombreux travaux tentent par ailleurs d'appréhender la « représentativité » du personnel politique au regard de la structure sociale. Les travaux de Daniel Gaxie menés en France dès la fin des années 1970 en constituent un exemple (Gaxie, 1980). Michel Koebel (2006) a plus récemment souligné à quel point la distance sociale entre les élu·es – surtout à l'échelle locale dans ses travaux mais la tendance est convergente en France au niveau national (Boelaert, Michon, Ollion, 2017) – et les citoyen·nes s'était accrue ces dernières décennies dans le cas français. Mais que sait-on des manières dont ces distorsions statistiques sont vécues par les représenté·es ? Si la représentation des femmes en politique s'est relativement accrue suite au vote de la loi sur la parité (Achin, Bargel, Dulong, 2007), comment ces évolutions ont-elles été appréhendées, par les femmes comme par les hommes ? À partir d'une enquête au long cours par entretiens répétés, l'article de Christèle Lagier montre que le fait que Marine Le Pen soit une femme ne compte que marginalement dans les soutiens que lui apportent des électrices du Vaucluse. Outre la distanciation par rapport aux revendications du RN en la matière que permet son enquête, elle invite à ne pas essentialiser les implications des appartenances genrées en matière d'identification politique. On peut d'ailleurs se demander si ces résultats auraient été différents pour d'autres segments de l'électorat, orientés à gauche par exemple, peut-être plus sensibles à la dimension symbolique de la représentation (ici à la représentation des femmes). Ce faisant, cette recherche invite à croiser les variables politiques et sociales et à interroger les formes d'identification entre représenté·es et représentant·es selon l'orientation politique. Concernant les minorités ethno-raciales, si des évolutions modestes peuvent être notées à l'échelle locale (Michon, 2013 ; Bacqué, D'Orazio, 2015), la France reste parmi les nations européennes celle où la représentation des descendant·es de l'immigration demeure la plus faible (Bloemraad, Schönwälder, 2013 ; Tiberj, Michon, 2013). Dans quelle mesure les transformations du personnel politique – que ce soit par une sélectivité sociale croissante ou à l'inverse par la meilleure représentativité de certains segments de la population dans le champ politique – sont-elles susceptibles de façonner les conceptions de la représentation des citoyen·nes ou, *a minima*, leurs attentes à cet égard ? Alors que la plupart des travaux anglo-américains cherchant à saisir ces processus d'identification des électeurs et électrices à leurs représentant·es s'appuient sur des données quantitatives, l'enquête par entretiens revisités de Camille Hamidi sur les minorités ethniques présentée dans ce dossier permet d'affiner ces raisonnements, en soulignant le caractère souvent labile de ces sentiments et aspirations à la représentation. Son travail révèle qu'en dépit de conditions d'énonciation peu propices dans le contexte français, des attentes relevant de formes de représentation descriptive peuvent se faire jour chez les interviewé·es des minorités ethno-raciales. La représentation miroir est néanmoins toujours articulée à des enjeux substantiels (et pas seulement symboliques donc), peut-être

d'avantage que ce qui a pu être repéré dans le contexte américain : si certain·es citoyen·nes souhaitent voir des représentant·es davantage à l'image de la population, c'est d'abord parce que cela pourrait favoriser l'avènement de politiques publiques spécifiques qui leur seraient plus favorables. Que ce soit en termes de lutte contre les discriminations ou d'accès à certains biens et services dans le cadre de relations clientélares, la proximité par identification serait une condition de la prise en charge des intérêts de certains groupes sociaux, comme le montrent ici l'article de Camille Hamidi, mais aussi, sur d'autres terrains, ceux de Samir Hadj Belgacem concernant Le Blanc-Mesnil et Stéphanie Guyon en Guyane. À ce titre, dans le contexte français où les formes d'identifications ethno-raciales sont peu légitimes dans l'espace public (Brouard, Tiberj, 2005 ; Avanza, Fassin, 2010 ; Dubet et al., 2013), ce serait donc moins le sentiment d'un « destin partagé » (Dawson, 1994), voire d'une conscience de groupe (McClain et al., 2009), que l'articulation entre représentation descriptive et substantielle qui jouerait.

L'article de Stéphanie Guyon permet en ce sens d'éprouver le poids du contexte ou, mieux, des normes discursives et politiques légitimes dans un espace donné dans l'expérience de la représentation. Elle montre qu'en Guyane les formes d'identification ethno-raciales sont plus saillantes, ou du moins plus ouvertement exprimées en public, que dans le contexte métropolitain. Cela ne signifie pas que la relation de représentation se résumerait à une identification ethno-raciale. Bien que celle-ci joue (en contribuant à nourrir un lien de confiance avec les candidat·es), elle ne constitue qu'une des formes possibles d'identification – et pas la plus saillante, comme en atteste la comparaison avec une candidate minorisée avec laquelle l'identification aurait pu être plus forte –, et apparaît moins décisive que la capacité à distribuer des subsides et donner le sentiment, pour le ou la candidat·e, qu'on défend les intérêts du groupe que l'on prétend représenter. À ce titre, représentation descriptive et substantielle, loin de s'opposer, semblent se nourrir : c'est parce qu'une identification minimale opère entre gouverné·es et gouvernant·es que la relation de clientèle peut paraître dépasser un simple rapport instrumental, le ou la représentant·e pouvant efficacement prétendre défendre les intérêts du groupe.

De leur côté, les enquêtes de Camille Hamidi et Samir Hadj Belgacem suggèrent, au prix d'une forte réflexivité méthodologique rendue possible par la revisite de leurs matériaux, que des attentes de représentation politique s'expriment spécifiquement chez certains segments minoritaires de la population française, quand bien même elles ont parfois du mal à être énoncées en public ou saisies par le biais de dispositifs classiques de recueil d'opinion. Samir Hadj Belgacem suggère en outre qu'en dépit de l'expression discrète de telles attentes, les tentatives de représentation des cités, qui ont mis en avant leur capital d'autochtonie – aussi bien territorial qu'ethno-racial –, ne sont pas parvenues à susciter un engouement électoral, au Blanc-Mesnil et au-delà dans les quartiers populaires. L'identification est ainsi loin de se convertir mécaniquement en soutien électoral.

L'extension géographique du périmètre d'observation que permet l'étude en Guyane de Stéphanie Guyon suggère en outre l'intrication potentielle d'enjeux d'appartenance de classe, de hiérarchies (post)coloniales et de genre dans les mécanismes d'identification politique. Selon les situations et le type de représentant·es, le ou la « bonne » représentante ne s'incarne pas toujours de la même manière et la distanciation sociale n'exclut pas mécaniquement un

sentiment de proximité, singulièrement dans le cadre de relations clientélares. Car dans bien des cas, outre l'existence de caractéristiques objectives autorisant des formes d'identification entre représentant·es et représenté·es, c'est bien par les activités d'intermédiaires susceptibles de donner sens à (voire d'incarner) de telles identifications (Talpin, 2016a ; Barrault-Stella, Pudal, 2019) qu'est produit un sentiment de représentation. L'étude de Stéphane Cadiou à Nice en fournit de multiples illustrations en montrant toute l'importance des organisations professionnelles locales dans l'entretien des relations entre les élu·es et les petit·es commerçant·es. Ainsi, pour les commerçant·es à Nice, le ou la « bonne » représentante est d'abord la personne qui écoute régulièrement leur plainte mais, dès lors que des problèmes locaux se posent, c'est aussi celle qui fait preuve de ses performances dans la conduite des politiques publiques, singulièrement par rapport au groupe. En portant la focale sur les liens domestiques et les routines comme bases de la relation de représentation, l'analyse localisée de S. Cadiou met en lumière les stratégies de ces professionnel·es pour capter et entretenir l'attention des élu·es, promouvoir leurs attentes et demandes mais aussi pousser « leurs » représentant·es à s'y conformer. La faible publicisation des échanges entre élu·es et représentant·es du groupe professionnel et, plus généralement, l'entretien de relations confinées constitue l'une des pratiques les plus répandues et au cœur ce type de relation de représentation.

De manière analogue en dépit des contrastes empiriques, l'enquête de Kevin Geay dans la grande bourgeoisie parisienne suggère combien des collectifs étudiants organisant, entre autres, des rencontres avec des édiles jouent un rôle, complémentaire aux socialisations familiales, dans la fabrique de l'identification politique. La proximité sociale, y compris au sein de la grande bourgeoisie, ne suffit pas à créer mécaniquement une identification au représentant ou à la représentante. Cette identification s'éprouve en pratique et demeure labile, pouvant toujours s'effriter si les performances des représentant·es déçoivent les attentes de leur public. Des intermédiaires tels qu'un club de cigares ou une association étudiante peuvent bien mettre en coprésence des prétendant·es à la représentation avec leurs publics bourgeois, l'acceptation de la revendication dépendra toujours de ce qui se joue dans l'interaction, des perceptions que les classes supérieures ont des rôles politiques en général et des modalités par lesquelles l'édile en question le joue en particulier. La mise en comparaison des différents cas et contextes étudiés montre néanmoins combien la propension à entretenir des relations directes et non médiées avec les élu·es, qui suppose bien souvent l'existence d'instances ou d'espaces dédiés, est inégalement répartie dans la société et façonne le rapport à la représentation. On ne peut qu'être frappé à ce titre par la présence très inégale d'espaces de communication entre représentant·es et représenté·es : quand les habitant·es des cités populaires étudié·es par Samir Hadj Belgacem doivent bien souvent forcer la création d'espaces de discussion ou de négociation avec les élu·es, ces espaces sont durablement structurés dans les milieux commerçants à Nice ou de la grande bourgeoisie parisienne. Alors que la théorie politique insiste sur la centralité de tels espaces de communication pour la légitimation de la relation de représentation (Mansbridge, 2019), les enquêtes ici rassemblées témoignent de leur rareté et, quand ils existent, des rapports très inégaux qui s'y déploient. À ce titre, et pour faire un retour vers la théorie politique, les articles témoignent en creux à quel point la démocratie française est aujourd'hui peu « réflexive », pour reprendre les termes de Lisa Disch (2011), dépourvue d'espaces d'intermédiation susceptibles de nourrir la légitimité du système politique (voir également



Severs, 2010 ; Celis, 2012 sur la délibération dans le processus reliant représenté·es et représentant·es).

Enfin, l'adoption d'un regard socio-historique sur les transformations du sentiment de représentation (voir par exemple le travail séminal d'Offerlé, 2007) permet d'objectiver les reconfigurations des formes d'encadrement rendant possibles (ou non) des identifications et soutiens politiques, à l'instar de ce que propose l'article de Samir Hadj Belgacem. À partir de son enquête au Blanc-Mesnil, il suggère que, dans la période récente, c'est précisément le décalage entre les conceptions (et pratiques) de la représentation des élu·es et des citoyen·nes, ou du moins une partie d'entre elles et eux, qui explique les formes de mésentente entre certaines fractions des milieux populaires et des prétendant·es politiques au niveau local. Alors que les élu·es restent le plus souvent attaché·es à une conception substantielle de la représentation et/ou un usage instrumental de la « diversité en politique », les militant·es d'associations aspirent pour leur part à une transformation de la relation de représentation, qui se ferait plus descriptive. Ce sont bien deux conceptions contrastées, et dans les faits peu conciliables, de la représentation qui, sans être nécessairement verbalisées en ces termes, sont au cœur des relations entre les protagonistes politiques et les milieux populaires du Blanc-Mesnil.

## Conclusion

Les papiers réunis dans ce dossier donnent au total à voir des configurations de représentation contrastées, invitant à des comparaisons raisonnées entre les milieux sociaux (de la bourgeoisie économique aux minorités raciales des quartiers populaires en passant par divers « petits moyens » (Cartier et al, 2008) Blancs ou encore des indépendant·es), les formes d'identification politique et les contextes. Prendre au sérieux le regard constructiviste implique, on l'a dit, de saisir comment l'activité de représentation et les prétentions à représenter façonnent, au moins pour partie, les groupes sociaux. Tel est, on s'en souvient, le cœur de la démonstration magistrale que fait Luc Boltanski (1982) au sujet du groupe des cadres. Pierre Bourdieu a aussi souligné combien les porte-parole du mouvement ouvrier avaient contribué à faire la classe ouvrière<sup>18</sup>. Encore faut-il historiciser ces résultats comme l'y invitent ces auteurs. Aussi, depuis cette période, la désagrégation du mouvement ouvrier s'est traduite, en France au moins, par une fragmentation des groupes sociaux et singulièrement des classes populaires. C'est dans ce contexte que la plupart des enquêtes ici rassemblées prennent pied. Un élément se dégage ainsi de la comparaison de ces travaux : alors que les théories constructivistes ont souligné la dimension performative de la représentation, les enquêtes réunies dans ce dossier donnent finalement peu à voir ce travail de démiurge et la capacité des représentant·es à faire les groupes. Les prétentions à la représentation, sans tomber complètement à plat, semblent répondre à des demandes de groupes déjà structurés (les milieux du commerce, la grande bourgeoisie), ou alors ne résonnent que modérément avec l'expérience ordinaire de leurs cibles. Peut-être est-ce dû aux approches microsociologiques principalement déployées ici, le

---

<sup>18</sup> La remise de soi de la classe ouvrière à ses représentant·es n'a peut-être cependant jamais été aussi entière qu'on l'a avancé (Lefebvre, 2013).

façonnement des groupes s'opérant peut-être à d'autres niveaux. Il nous semble néanmoins que cela indique, en creux, combien la capacité de représentation des mandataires s'est historiquement affaiblie en France ces dernières décennies, en lien avec l'effritement des organisations collectives. La labilité des relations de représentation dont témoigne ce dossier vient ce faisant confirmer à la fois la fragilité de la légitimité des représentant·es politiques et leur difficulté à structurer des blocs électoraux stables – et, ce faisant, leurs difficultés à façonner les contours des groupes sociaux. La différenciation de la société française – tout particulièrement mise en évidence pour les milieux populaires (Schwartz, 1998 ; Siblot et al., 2015) – est pour partie le résultat de l'incapacité contemporaine des représentant·es à l'unifier davantage. Ces questionnements mériteraient certainement d'être approfondis en croisant la sociologie de la relation de représentation et celle de la conscience sociale des groupes<sup>19</sup>. De fait, les catégories proposées par certain·es représentant·es – à l'instar de « peuple », « indigènes » ou « racisé·es » pour ne prendre que quelques exemples saillants – semblent peu appropriées et mobilisées par les citoyen·nes (Talpin et al., 2021), l'alignement ou non des cadres de perception entre représentant·es et représenté·es pouvant constituer un bon analyseur du succès ou de l'infortune des *representative claims* : or, pareil alignement ressort peu des études empiriques réunies dans ce dossier.

En outre, au-delà des spécificités de chaque cas, l'inclinaison qualitative et la plupart du temps ethnographique des enquêtes autorise l'observation directe des modalités par lesquelles les citoyen·nes peuvent recevoir et s'appropriier (ou rejeter) en actes les revendications de représentation portées par les protagonistes politiques. Lorsque la recherche s'appuie sur des entretiens, ce n'est qu'au prix de leur répétition ou de la revisite des matériaux que l'on peut saisir les logiques de toujours éventuels (et fragiles) sentiments de représentation, comme en attestent les articles de Camille Hamidi et de Christèle Lagier. De manière générale, les cas réunis suggèrent que, dans des contextes français au moins, du point de vue des citoyen·nes, la « bonne » représentation politique demeure substantive et non descriptive. Cette représentation descriptive n'entre en jeu que lorsqu'il s'agit de défendre des intérêts sociaux particuliers. On saisit à quel point le poids des contextes nationaux, des trajectoires historiques singulières de chaque État (Barrault-Stella, Weill, 2018), des répertoires culturels et des normes discursives peut façonner les attentes et expériences de la représentation, tant du côté des citoyen·nes que du personnel politique. Au regard de la faible légitimité en France de la représentation descriptive – souvenons-nous des débats sur la parité (Fassin, 2002 ; Bereni, Lépinard, 2004 ; Scott, 2005) ou sur les « listes communautaires » plus récemment –, personne ou presque ne la promeut publiquement, notamment concernant l'enjeu politique actuel de la représentation des minorités ethno-raciales<sup>20</sup>, si bien que ces catégories de pensée circulent peu dans le débat public et peinent d'autant plus à être perçues comme légitimes par les citoyen·nes, moins en tout cas que dans d'autres contextes nationaux (Bloemraad, Schönwälder, 2013 ; Talpin et al., 2021). Quelle que soit la probable variabilité de tels phénomènes selon les contextes nationaux

---

<sup>19</sup> Challier (2021) montre par exemple qu'y compris pour des segments mobilisés comme les « simples militant·es » les relations avec les représentant·es sont pour le moins distendues et leur capacité à représenter certains groupes toute relative dans la période actuelle.

<sup>20</sup> La défense de « quotas sociaux » à l'Assemblée nationale par certain·es intellectuel·les (voir Cagé, 2020) ne rencontre à ce jour guère plus d'écho.

et historiques étudiés, saisir la portée sociale des *representative claims* au-delà des seuls milieux politiques (et partisans) implique nécessairement d'inclure dans l'analyse les réceptions citoyennes de telles prétentions en restituant, de manière dynamique et toujours contextualisée, les pratiques des gouverné·es à l'égard des représentant·es sans se limiter à leurs opinions déclarées. L'enjeu scientifique n'est rien de moins que de restituer la consistance de la relation de représentation, dont on sait qu'elle constitue l'un des fondements majeurs de la légitimation des systèmes politiques démocratiques, et sans doute au-delà.

Au terme de ce dossier, diverses questions restent évidemment ouvertes. L'une mériterait singulièrement d'être approfondie, tant l'enjeu est peu traité dans les articles réunis : celle des effets de la relation de représentation sur le rapport au politique des citoyen·nes, notamment en termes de participation (électorale ou non). Aux États-Unis en particulier, la thèse du *black empowerment* – depuis testée pour d'autres groupes minorisés – avance en effet que le sentiment de représentation des minorités, dans ce cas lié à la représentation croissante des minorités en politique (tout particulièrement l'accès au pouvoir de maires africains-américains dans de grandes métropoles états-uniennes, analysé dans les premières études de ce courant de recherche), a eu des effets sur la confiance envers le système politique, et un sentiment de *responsiveness*, qui se traduisait également par une plus grande participation politique. Un autre effet de la représentation descriptive est en ce sens qu'elle produirait de « l'*empowerment* », entendu ici comme de « l'agentivité », ou du moins une forme « d'efficacité politique » (Finkel, 1985), notamment le sentiment que sa voix peut compter (Banducci, Donovan, Karp, 1999 ; Barreto, Wood, Segura, 2002). Quand bien même ces expériences du pouvoir local se sont souvent avérées décevantes du point de vue des politiques publiques ou de redistribution en faveur des groupes minorisés, la dimension symbolique de la représentation pourrait avoir des effets pratiques, notamment en termes de mobilisation. Dans le contexte français, où on a souligné à quel point de telles formes d'identification demeuraient taboues et la représentation descriptive le plus souvent cachée ou euphémisée, on gagnerait à saisir combien les sentiments de « mal-représentation » contribuent à la démobilisation de certains groupes sociaux, singulièrement populaires et minorisés. Alors que cette question a surtout été soulevée pour saisir l'orientation des préférences électorales – vote-t-on pour des femmes, des minorités ethno-raciales, à gauche ou à droite, etc. ? –, ses effets pratiques sur les diverses formes de participation (« conventionnelles » ou non) mériteraient d'être approfondis. Cela autoriserait une analyse plus systématique du poids potentiel des expériences de la représentation politique dans l'étude des processus participatifs et des trajectoires de (dés)engagement voire, plus généralement, des rapports à l'État.

## **Bibliographie**

Abélès M., Boncompagni S., Wahnich S., 2020, « D'un novembre à l'autre, ce que nous avons (encore) à dire sur les gilets jaunes », *Condition humaine / conditions politiques*, 1, <https://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=257> (accès le 13/09/2021).

Achin C., 2001, « “Représentation miroir” vs parité. Les débats parlementaires relatifs à la parité revus à la lumière des théories politiques de la représentation », *Droit et société*, 47, p. 237-256.

Achin C., Bargel L., Dulong D. (dir.), 2007, *Sexes, genre et politique*, Paris, Economica.

Agrikoliansky É., 2014, « La politisation ordinaire d’une population extra-ordinaire : les électeurs des “beaux quartiers” en campagne électorale (2006-2008) », *Politix*, 106, p. 135-157.

Ancelovici M., Dufour P., Nez H. (dir.), 2016, *Street Politics in the Age of Austerity. From the Indignados to Occupy*, Amsterdam, Amsterdam University Press.

Anquetin V., Freyermuth A. (dir.), 2008, *La figure de l’“habitant”*. *Sociologie politique de la “demande sociale”*, Rennes, Presse universitaires de Rennes.

Arnold D., 1993, « Can Inattentive Citizens Control The Local Roots of Domestic Policy Their Elected Representatives? », in L. Dodd., B. Oppenheimer (dir.), *Congress Reconsidered*, Washington, CQ Press, p. 401-416.

Audemard J., Gouard D., 2015, « La participation électorale au prisme de la variable ethnique », *Revue internationale de politique comparée*, 22 (1), p. 83-114.

Avanza M., Fassin É. (dir.), 2010, dossier « Représentants et représentés : élus de la diversité et minorités visibles », *Revue française de science politique*, 60 (4), p. 655-767.

Bacqué M.-H., D’Orazio A., 2015, « Des révoltes sociales aux élections. Quelques questions à partir de la Seine-Saint-Denis », *Mouvements*, 83 (3), p. 42-49.

Banducci S. A., Donovan T., Karp J. A., 1999, « Minority Representation, Empowerment, and Participation », *Annual conference of the Western Political Science Association*, Seattle (WA), 25-27 mars 1999.

Barrault-Stella L., 2016, « Solliciter un arrangement auprès du politique. Ce que des demandes de passe-droit face à la carte scolaire révèlent sur les rapports au politique », in F. Buton, P. Lehingue, N. Mariot, S. Rozier (dir.), *L’ordinaire du politique. Enquêtes sur les rapports profanes au politique*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, p. 209-224.

Barrault-Stella L., Baloge M., Berjaud C., Dahani S., Taiclet A.-F., 2020, « Voter entre soi et contre les autres. Altérisation raciale et appartenance de classe dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 232-233, p. 30-49.

Barrault-Stella L., Berjaud C., Bouron S., Challier R., Dahani S., Faury F., Masson C., Monneau E., 2019, « L’alignement des réceptions. Le débat de l’entre-deux tours de l’élection présidentielle de 2017 du côté des publics », *Genèses*, 116, p. 77-110.

Barrault-Stella L., Berjaud C., Dahani S., 2018, « Les pratiques électorales entre classe, genre et race », *Travail, genre et sociétés*, 40, p. 51-68.

Barrault-Stella L., Lehingue P. (dir.), 2020, dossier « Affinités électorales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 232-233, p. 4-85.

Barrault-Stella L., Pudal B., 2019, « Retour sur la politisation des classes populaires. Propositions pour une analyse des états de matière du politique et de leur convertibilité », in L. Barrault-Stella, B. Gaïti, P. Lehingue (dir.), 2019, *La politique désenchantée ? Perspectives sociologiques autour des travaux de Daniel Gaxie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 105-128.

Barrault-Stella L., Weill P.-É., 2018, « Perspectives on target publics and welfare State transformations: a few proposals from political sociology », in L. Barrault-Stella, P.-É. Weill (dir.), *Creating target publics for welfare policies. A comparative and multilevel approach*, Cham, Springer International Publishing, p. 199-208.

Barreto M. A., Woods N. D., Segura G. M., 2002, « Rest Assured? Estimating the Potential Mobilizing or Demobilizing Effects of Overlapping Majority-Minority Districts », *Annual meeting of the Midwest Political Science Association*, Chicago (IL), 25-28 avril 2002.

Barreto M., 2005, *Ethnic Cues. The Role of Shared Ethnicity in Latino Political Participation*, Ann Arbor, The University of Michigan Press.

Bartels L., 2009, *Unequal Democracy: The Political Economy of the New Gilded Age*, Princeton, Princeton University Press.

Bedock C., Bonin L., Liochon P., Schnatterer T., 2020, « Une représentation sous contrôle : visions du système politique et réformes institutionnelles dans le mouvement des Gilets jaunes », *Participations*, 28, p. 221-246.

Bengtsson Å., Mattila M., 2009, « Direct Democracy and its Critics: Support for Direct Democracy and “Stealth” Democracy in Finland », *West European Politics*, 32 (5), p. 1031-1048.

Bengtsson Å., Wass H., 2011, « The Representative Roles of MPs: A Citizen Perspective », *Scandinavian Political Studies*, 34 (2), p. 143-167.

Bennani-Chraïbi M., Filleule O., 2003, « Exit, voice, loyalty et bien d’autres choses encore... », in M. Bennani-Chraïbi, O. Filleule (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Science Po, p. 43-126.

Bereni L., Lépinard É., 2004, « “Les femmes ne sont pas une catégorie” les stratégies de légitimation de la parité en France », *Revue française de science politique*, 54 (1), p. 71-98.

Bloemraad I., Schönwälder K., 2013, « Immigrant and ethnic minority representation in Europe: Conceptual challenges and theoretical approaches », *West European Politics*, 36 (3), p. 564-579

Blondiaux L., Lévêque S., 1999, « La politique locale à l’épreuve de la démocratie : les formes paradoxales de la démocratie participative dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris », in C. Neveu

(dir.), *Espace public et engagement politique : enjeux et logiques de la citoyenneté locale*, Paris, L'Harmattan, p. 17-82.

Bobo L., Gilliam F., 1990, « Race, Sociopolitical Participation and Black Empowerment », *American Political Science Review*, 84 (2), p. 377-394.

Boelaert J., Michon S., Ollion É., 2017, *Métier : député. Enquête sur la professionnalisation de la politique en France*, Paris, Raisons d'agir.

Boltanski L., 1982, *Les cadres : la formation d'un groupe social*, Paris, Éditions de Minuit.

Boswell J., Corbett J., Dommett K., Jennings W., Flinders M., Rhodes R., Wood M., 2019, « State of the field: What can political ethnography tell us about anti-politics and democratic disaffection? », *European Journal of Political Research*, 58 (1), p. 56-71.

Bourdieu P., 1973, « L'opinion publique n'existe pas », *Les temps modernes*, 318, p. 1292-1309.

Bourdieu P., 1977, « Questions de politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 16, p. 55-88.

Bourdieu P., 1980, « L'identité et la représentation. Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 35, p. 63-72.

Bourdieu P., 2001, « Le mystère du ministère. Des volontés particulières à la "volonté générale" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 140, p. 7-11.

Boutaleb A., Roussel V. (dir.), 2009, dossier « Malaise dans la représentation », *Sociétés contemporaines*, 74, p. 5-165.

Braconnier C., Dormagen J.-Y., 2007, *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation en milieu populaire*, Paris, Gallimard.

Braconnier C., Dormagen J.-Y., 2019, « Un cens caché dans la constitution des échantillons de répondants. Biais de sélection, d'auto-sélection et de déclaration dans une série d'enquêtes localisées par questionnaires », in L. Barrault-Stella, B. Gaïti, P. Lehingue (dir.), *La politique désenchantée ? Perspectives sociologiques autour des travaux de Daniel Gaxie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 171-202.

Braconnier C., Mayer N. (dir.), 2015, *Les inaudibles. Sociologie politique des précaires*, Paris, Presses de Sciences Po.

Briquet J.-L., 1994, « Communiquer en actes. Prescriptions de rôles et exercice quotidien du métier politique », *Politix*, 28, p. 6-26.

Brouard S., Kerrouche É., Deiss-Helbig E., Costa O., 2013, « From Theory to Practice: Citizens' Attitudes about Representation in France », *The Journal of Legislative Studies*, 19 (2), p. 178-195.

- Brouard S., Tiberj V., 2005, *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Brown W., 2015, *Undoing the Demos: Neoliberalism's Stealth Revolution*, Cambridge, MIT Press.
- Buton F., Lehingue P., Mariot N., Rozier S. (dir.), 2016, *L'ordinaire du politique. Enquête sur les rapports profanes au politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- Cagé J., 2020, *Libres et égaux en voix*, Paris, Fayard.
- Campbell A., Converse P., Miller W., Stokes D., 1960, *The American voter*, Chicago, Chicago University Press.
- Carman C., 2006, « Public Preferences for Parliamentary Representation in the UK: An Overlooked Link? », *Political Studies*, 54 (1), p. 103-122.
- Carman C., 2007, « Assessing Preferences for Political Representation in the US », *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, 17 (1), p. 1-19.
- Carrel M., 2013, *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, ENS Éditions.
- Cartier M., Coutant I., Masclet O., Siblot Y., *La France des "petits-moyens". Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte.
- Castiglione D., Pollak J., 2018, *Creating Political Presence: The New Politics of Democratic Representation*, Chicago, The University of Chicago Press.
- Celis K., 2012, « On Substantive Representation, Diversity, and Responsiveness », *Politics & Gender*, 8 (4), p. 524-529.
- Challier R., 2021, *Simple militants. Comment les partis démobilisent les classes populaires*, Paris, Presses universitaires de France.
- Chevallier T., 2020, « Résister à la politique. Participation associative et rapport au politique dans les quartiers populaires en France et en Allemagne », thèse pour le doctorat de science politique, Université de Lille.
- Combes H., Vommaro G., 2015, *Sociologie du clientélisme*, Paris, La Découverte.
- Dalton R., 2004, *Democratic Challenges, Democratic Choices: The Erosion of Political Support in Advanced Industrial Democracies*, Oxford, Oxford University Press.
- Dargent C., 2011, « Le vote des musulmans », *Cahiers du Cevipof*, 5, décembre 2011, 4 p.
- Dawson M., 1994, *Behind the Mule: Race and Class in African-American Politics*, Princeton, Princeton University Press.

- Della Porta D., 2014, *Mobilizing for democracy. Comparing 1989 and 2011*, Oxford, Oxford University Press.
- Della Porta D., 2020, *How Social Movements Can Save Democracy: Democratic Innovations from Below*, Londres, Polity Press.
- Desrumeaux C., Lefebvre R. (dir.), 2016, dossier « Faire campagne », *Politix*, 113, p. 5-139.
- Diehl P., Sintomer Y., Hayat S. (dir.), 2014, « La représentation politique », *Trivium*, 16, <https://journals.openedition.org/trivium/4771> (accès le 13/09/2021).
- Disch L., 2011, « Toward a Mobilization Conception of Democratic Representation », *American Political Science Review*, 105 (1), p. 100-114.
- Disch L., 2016, « Beyond congruence », in M. Buhlmann, J. J. Fivaz (dir.), *Political Representation*, Londres, Routledge.
- Disch L., Van de Sande M., Urbinati N., 2019, *The Constructivist Turn in Political Representation*, Édimbourg, Edinburg University Press.
- Dovi S., 2002, « Preferable Descriptive Representatives: Will Just Any Woman, Black, or Latino Do? », *American Political Science Review*, 96 (4), p. 729-743.
- Dovi S., 2012, *The good representative*, Londres, Wiley Blackwell.
- Dubet F., Cousin O., Macé É., Rui S., 2013, *Pourquoi moi ? L'expérience des discriminations*, Paris, Seuil.
- Duchesne S., Haegel F., 2004, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, 54 (6), p. 877-909.
- Dutoya V., Hayat S. (dir.), 2016, dossier « Prétendre représenter : la représentation politique comme revendication », *Revue française de science politique*, 66 (1), p. 7-115.
- Fassin É., 2002, « La parité sans théorie : retour sur un débat », *Politix*, 60, p. 19-32.
- Fearon J., 1999, « Electoral Accountability and the Control of Politicians: Selecting Good Types versus Sanctioning Poor Performance », in A. Przeworski, B. Manin, Stokes S. C. (dir.), *Democracy, Accountability and Representation*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 55-97.
- Fenno R., 1978, *Home style. House members in their district*, New York, Pearson.
- Fenno R., 2000, *Congress at the Grassroots. Representational Change in the South (1970-1998)*, Chapel Hill, The University of North California Press.



- Fenno R., 2013, *The Challenge of Congressional Representation*, Harvard, Harvard University Press.
- Finkel S., 1985, « Reciprocal Effects of Participation and Political Efficacy: A Panel Analysis », *American Journal of Political Science*, 29 (4), p. 891-913.
- Fiorina M., 1981, *Retrospective Voting in American National Elections*, New Haven, Yale University Press.
- Ganuza E., Font J., 2018, *¿Por qué la gente odia la política?*, Madrid, Los Libros de la Catarata.
- Ganuza E., García-Espín P., De Marco S., 2017, « Do people want more participation? Tensions and conflicts in governance in times of scepticism », *Revista de Estudios Políticos*, 176, p. 253-279.
- García-Espín P., Ganuza E., 2017, « Participatory Skepticism: Ambivalence and Conflict in Popular Discourses of Participatory Democracy », *Qualitative Sociology*, 40 (4), p. 425-446.
- Gaxie D., 1978, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil.
- Gaxie D., 1980, « Les logiques du recrutement politique », *Revue française de science politique*, 30 (1), p. 5-45.
- Gaxie D., 1990, « Au-delà des apparences... Sur quelques problèmes de mesure des opinions », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 81-82, p. 97-112.
- Gaxie D., 1993, « Le vote désinvesti », *Politix*, 22, p. 138-164.
- Gaxie D., 2007, « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des “citoyens” », *Revue française de science politique*, 57 (6), p. 737-758.
- Gaxie D., 2015, « Questionner la représentation politique », *Savoir/Agir*, 31, p. 7-24.
- Gaxie D., Heurtaux J., Taiclet A.-F., 2016, « “Nabot ! Gros pouf !” Jauger, juger la politique », in SPEL, *Les sens du vote : une enquête sociologique (France 2011-2014)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 153-178.
- Gay C., Hochschild J., White A., 2016, « Americans’ Belief in Linked Fate: Does the Measure Capture the Concept? », *The Journal of Race, Ethnicity, and Politics*, 1 (1), p. 117-144.
- Geay K., 2019, *Enquête sur les bourgeois*, Paris, Fayard.
- Gourgues G., Mazeaud A., Nez H., Sainty J., Talpin J., 2021, « Les Français veulent-ils plus de démocratie ? Analyse qualitative du rapport des citoyens à la politique », *Sociologie*, 12 (1), p. 1-19.
- Hamidi C., 2010, *La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*, Paris, Economica.
- Hardin R., 2006, *Trust and Trustworthiness*, Londres, Wiley.

- Hay C., 2007, *Why we hates politics*, New York, Polity.
- Hayat S., 2014, *Quand la République était révolutionnaire*, Paris, Seuil.
- Hayat S., Péneau C., Sintomer Y. (dir.), 2018, dossier « La représentation-incarnation », *Raisons politiques*, 72, p. 5-164.
- Hayat S., Sintomer Y., 2013, « Repenser la relation de représentation politique », *Raisons politiques*, 50, p. 5-11.
- Hero R., Tolbert C., 1995, « Latinos and Substantive Representation in the U.S. House of Representatives: Direct, Indirect, or Nonexistent? », *American Journal of Political Science*, 39 (3), p. 640-652.
- Hibbing J., Theiss Morse E., 2002, *Stealth Democracy: Americans' Beliefs About How Government Should Work*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Joignant A., 2004, « Pour une sociologie cognitive de la compétence politique », *Politix*, 65, p. 149-173.
- Koebel M., 2006, *Le pouvoir local ou la démocratie improbable*, Bellecombe-en-Bauges, Le Croquant.
- Lagroye J., 2003, « Les processus de politisation », in J. Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, p. 359-372.
- Lamont M., Thévenot L. (dir.), 2000, *Rethinking Comparative Cultural Sociology: Repertoires of Evaluation in France and the United States*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Le Bart C., Lefebvre R. (dir.), 2005, *La proximité en politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Lefebvre R., 2005a, « La proximité à distance : typologie des interactions élus-citoyens », in C. Le Bart, R. Lefebvre (dir.), *La proximité en politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 103-127.
- Lefebvre R., 2005b, « S'ouvrir les portes de la ville. Ethnographie des porte-à-porte de M. Aubry à Lille », in J. Lagroye, P. Lehingue, F. Sawicki (dir.), *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, Presses universitaires de France.
- Lefebvre R., 2011, « Se conformer à son rôle. Les ressorts de l'intériorisation institutionnelle », in M. Offerlé, *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin, p. 219-248.
- Lefebvre R., 2013, « Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été. Modèle de "l'engagement distancié" et transformations du militantisme au Parti socialiste », *Politix*, 102, p. 7-33.

- Lefebvre R., 2019, « Les Gilets jaunes et les exigences de la représentation politique », *La Vie des idées*, 10 septembre 2019, <https://laviedesidees.fr/Les-Gilets-jaunes-et-les-exigences-de-la-representation-politique.html> (accès le 13/09/2021).
- Manin B., Przeworski A., Stokes S., 1999, « Elections and Representation », in B. Manin, A. Przeworski, S. Stokes, *Democracy, Accountability and Representation*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 8-10.
- Mansbridge J., 1999, « Should Blacks Represent Blacks and Women Represent Women? A Contingent Yes », *The Journal of Politics*, 61 (3), p. 628-657.
- Mansbridge J., 2003, « Rethinking Representation », *The American Political Science Review*, 97 (4), p. 515-528.
- Mansbridge J., 2019, « Recursive Representation », in D. Castiglione, J. Pollak, *Creating Political Presence: The New Politics of Democratic Representation*, Chicago, The University of Chicago Press, p. 298-338.
- Manzano S., Sanchez G. R., 2010, « Take One for the Team? Limits of Shared Ethnicity and Candidate Preferences », *Political Research Quarterly*, 63 (3), p. 568-580.
- Maresca S., 1983, *Les dirigeants paysans*, Paris, Éditions de Minuit.
- Mariot N., 2001, « Les formes élémentaires de l'effervescence collective, ou l'état d'esprit prêté aux foules », *Revue française de science politique*, 51 (5), p. 707-738.
- Mariot N., 2005, « Réciter des visites pour agréger des soutiens. Esquisse d'une grammaire de la proximité », in C. Le Bart, R. Lefebvre (dir.), *La proximité en politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 67-88.
- Mariot N., 2010, « Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté ? », *Politix*, 92, p. 165-194.
- Mattina C., 2016, *Clientélismes urbains. Gouvernement et hégémonie politique à Marseille*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Mazeaud A. (dir.), 2015, *Pratiques de la représentation politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- McClain P. D., Johnson Carew J. D., Walton E. Jr., Watts C. S., 2009, « Group Membership, Group Identity, and Group Consciousness: Measures of Racial Identity in American Politics? », *Annual Review of Political Science*, 12 (1), p. 471-485.
- Mendez-Lago M., Martinez A., 2002, « Political representation in Spain: an empirical analysis of the perception of citizens and MPs », *Journal of Legislative Studies*, 8 (1), p. 63-90.
- Michon L., 2013, « Immigrant Access to Local Politics in Amsterdam and Paris », *European Political Science*, 12 (4), p. 490-499.

- Miller A., Gurin P., Gurin G., Malanchuk O., 1981, « Group Consciousness and Political Participation », *American Journal of Political Science*, 25 (3), p. 494-511.
- Neblo M. A., Esterling K. M., Kennedy R. P., Lazer D. M. J., Sokhey A. E., 2010, « Who Wants To Deliberate And Why? », *American Political Science Review*, 104 (3), p. 566-583.
- Neveu C., 2013, « “E pur si muove !”, ou comment saisir empiriquement les processus de citoyenneté », *Politix*, 103, p. 205-222.
- Nilsen R., 2012, *Ground Wars: Personalized Communication in Political Campaigns*, Princeton, Princeton University Press.
- Norris P., 1999, *Critical citizens. Global support for democratic government*, Oxford, Oxford University Press.
- Offerlé M., 2007, « “À Monsieur Schneider”. Quand les ouvriers demandent à leur patron de se présenter à la députation (janvier 1902) », in P. Favre, O. Fillieule, F. Jobard (dir.), *L’atelier du politiste. Théories, actions, représentations*, Paris, La Découverte, p. 163-188.
- Petitjean C., 2019, *Des professionnel-le-s de la représentation populaire. Les community organizers à Chicago*, thèse pour le doctorat de sociologie, Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines.
- Pharr S., Putnam R., 2000, *Disaffected democracy*, Princeton, Princeton University Press.
- Philipps A., 1995, *The Politics of Presence*, Oxford, Oxford University Press.
- Pitkin H., 1967, *The Concept of Representation*, Berkeley, California University Press.
- Polletta F., 2002, *Freedom is an Endless Meeting. Democracy in American Social Movements*, Chicago, The University of Chicago Press.
- Putnam R., 2000, *Bowling alone: The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Schuster.
- Rohrschneider R., Thomassen J. (dir.), 2020, *Oxford Handbook of Political Representation in Liberal Democracies*, Oxford, Oxford University Press.
- Roos J., Oikonomakis L., 2014, « They Don’t Represent Us! The Global Resonance of the Real Democracy Movement from the Indignados to Occupy », in D. Della Porta, A. Mattoni (dir.), *Spreading Protest: Social Movements in Times of Crisis*, Colchester, ECPR Press.
- Rozenberg O., 2013, « Wisdom or Indifference? The Principles of Representative Government in the Eyes of the French Voters », *The Journal of Legislative Studies*, 19 (2), p. 196-218.
- Saward M., 2006, « The Representative Claim », *Contemporary Political Theory*, 5 (3), p. 297-318.
- Schwartz O., 1998, *La notion de classes populaires*, mémoire d’habilitation à diriger des recherches (HDR) en sociologie, Université de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Scott J. C., 1990, *Domination and the arts of resistances. Hidden transcript*, New Haven/Londres, Yale University Press.

Scott J. W., 2005, *Parité ! L'universel et la différence des sexes*, Paris, Albin Michel.

Severs E., 2010, « Representation as claim-making. Quid responsiveness? », *Representation*, 46 (4), p. 411-423.

Severs E., Celis K., Erzeel S., 2016, « Power, privilege and disadvantage: Intersectionality theory and political representation », *Politics*, 36 (4), p. 346-354.

Siblot Y., Cartier M., Coutant I., Masclet O., Renahy N., 2015, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin.

Simon P., Tiberj V., 2015, « La fabrique du citoyen : origines et rapport au politique en France », in C. Beauchemin, C. Hamel, P. Simon (dir.), *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France*, Paris, INED.

SPEL (Collectif Sociologie politique des élections), 2016, *Les sens du vote. Une enquête sociologique (France, 2011-2014)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Talpin J., 2006, « Jouer les bons citoyens. Les effets contrastés de l'engagement au sein de dispositifs participatifs », *Politix*, 75, p. 11-31.

Talpin J., 2016a, « La représentation comme performance. Le travail d'incarnation des classes populaires au sein de deux organisations communautaires à Los Angeles, USA », *Revue française de science politique*, 66 (1), p. 91-115.

Talpin J., 2016b, « “Le jour où toi et moi on sera vraiment égaux, j'irai voter”. Évitement des discriminations raciales et (dé)mobilisation politique des groupes minorisés », *Questions de communication*, 30 (2), p. 65-90.

Talpin J., 2018, « Le clientélisme en campagne. La fragile mobilisation des réseaux socialistes lors des municipales de 2014 dans une ville du nord de la France », in S. Leveque, A.-F. Taiclet (dir.), *À la conquête des villes. Sociologie politique des élections municipales de 2014 en France*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

Talpin J., Balazard H., Carrel M., Hadj Belgacem S., Sumbul K., Purenne A., Roux G., 2021, *L'épreuve de la discrimination : enquête dans les quartiers populaires*, Paris, Presses universitaires de France.

Talpin J., Belkacem R., 2014, « Frapper aux portes pour gagner les élections ? Ethnographie de la campagne présidentielle socialiste dans deux villes du Nord de la France », *Politix*, 105, p. 185-211.

Thompson D., 2008, « Deliberative democratic theory and empirical political science », *Annual review of political science*, 11, p. 497-520.

Tiberj V., Michon L., 2013, « Two-tier pluralism in “colour-blind” France », *West European Politics*, 36 (3), p. 580-596.

Veyne P., 1976, *L'inventaire des différences*, Paris, Seuil.

Watzlawick P., Helmick Beavin H., Jackson D., 1972, *Une logique de la communication*, Paris, Seuil.

Webb P., 2013, « Who is Willing to Participate? Dissatisfied Democrats, Stealth Democrats and Populists in the UK », *European Journal of Political Research*, 52 (6), p. 747-772.

Weber M., 1995 [1921], *Économie et société, t. 1. Les catégories de la sociologie*, Paris, Pocket.

### **Abstract—Being represented. The relationship of representation from the perspective of citizens**

This introduction offers an interdisciplinary perspective to question the relationship of representation seen from below, from citizens' point of view. Based on the constructive turn of political theory in the analysis of representation, the authors offer a political sociology glance at the reception of the pretensions of representation. Following the scientific discussions dealing with political defiance and the blind spots of the studies focusing on political work, they suggest that grasping citizens' relationships with their representatives primarily requires analyzing their practices. They emphasize the virtue of intensive empirical and qualitative approaches that allow going beyond the mere description of discourses and opinions. The comparison of the different case-studies presented in this special issue, in different socio-spatial contexts in France, highlights some common features and regularities in the conditions of identification with political representatives. In so doing, the article shows how various forms of social, gendered and ethno-racial inequalities are refracted in the political order. Finally, feelings of representation appear firstly shaped by what representatives do, rather than who they are, this result testifying of the relative incorporation of the legitimate frames for thinking representation in contemporary France.

Keywords: Relationship of representation, Represented, Defiance, Identification, Intersectionality.

Politiste et sociologue, **Lorenzo Barrault-Stella** est chargé de recherche au CNRS et membre du CRESSPA (Centre de Recherches Sociologiques et Politiques de Paris, UMR 7217), équipe Cultures et Sociétés Urbaines (CSU) au sein des Universités Paris 8 - Saint Denis et Paris 10 - Nanterre. Ses travaux s'inscrivent dans les sociologies de la politisation, de l'État et de l'action publique. Il travaille actuellement sur les pratiques « ordinaires » de l'État et le gouvernement des conduites politiques. Il a récemment dirigé avec Thomas Douniès (dir.) le numéro spécial « Citizenship as tool of government in Europe », *Politics & Policy*, vol. 49, n° 4, 2021 ; avec Philippe Bongrand, Cédric Huguée et Yasmine Siblot (dir.) « Rapports à l'École, rapports à

l'État », *Politix*, n° 130, 2020 ; avec Patrick Lehingue (dir.), « Affinités électorales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 232-233, 2020.

**Julien Talpin** est chargé de recherches en science politique au CERAPS (Centre d'Études et de Recherches Administratives, Politiques et Sociales, CNRS/Université de Lille, UMR 8026). Il est codirecteur du Groupement d'intérêt scientifique « Démocratie et Participation », et membre des comités de rédaction des revues *Participations* et *Mouvements*. Ses recherches portent sur la démocratie participative et l'engagement dans les quartiers populaires en France et aux États-Unis. Il a notamment publié *L'épreuve de la discrimination : enquête dans les quartiers populaires* (avec H. Balazard, M. Carrel, S. Hadj Belgacem, K. Sumbul, A. Purenne, G. Roux), Paris, PUF, 2021 ; « La représentation comme performance. Le travail d'incarnation des classes populaires au sein de deux organisations communautaires à Los Angeles, USA », *Revue française de science politique*, 66 (1), p. 91-115, 2016 ; *Community Organizing. De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis*, Raisons d'agir, 2016 ; *Lutte urbaine. Participation et démocratie d'interpellation à l'Alma-Gare*, Le Croquant, 2015 (avec P. Cossart) ; *Schools of democracy. How ordinary citizens (sometimes) become competent in participatory budgeting institutions*, Colchester, ECPR Press, 2011.

Mots-clés : Relation de représentation, Représenté-es, Défiance, Identification, Intersectionnalité.